

Nous devons préserver notre culture

Argimiro Morales, porte-parole des indiens Mixtecos

Partage international n° [82](#) - Juin 1995

par Jan Spence

« Nous devons préserver notre culture »

Les Mexicains hispanophones travaillent dans les plaines fertiles californiennes depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais aujourd'hui, des immigrants viennent en grand nombre de plus loin, du sud du Mexique. Les derniers venus sont les indiens Mixtec, ou Mixtecos, originaires des Etats d'Oaxaca, Puebla et Guerrero. La frontière entre la Californie et le Mexique, longue de 200 km, a la réputation d'être la frontière la plus fréquentée du monde. Six millions d'individus transitent légalement chaque mois au seul poste frontière de Tijuana-San Diego. Il s'agit soit de travailleurs frontaliers, soit de personnes qui entrent aux Etats-Unis en touristes, pour rendre visite à leurs parents ou dans le but de faire des achats.

En fait les Mixtecos, ainsi que les autres immigrants, sont amèrement déçus par la Californie du Sud ; ils n'y trouvent pas assez de travail et doivent faire face à des difficultés plus grandes que dans leurs pays. Ils sont victimes d'injustice et sont exploités.

L'agriculture est l'une des principales activités de cet Etat. Cependant, il y a plus de demandeurs d'emploi que d'emplois. Aujourd'hui, le salaire minimum est de 4,25 dollars de l'heure, le même depuis 1988. Parfois, les employés sont payés moins que ce qu'ils ont vraiment gagné. S'ils contestent, ils perdent leur emploi. Il n'existe aucune procédure de recours. Les Mixtecos travaillent pour n'importe quel salaire et presque dans n'importe quelle condition. Ils subissent la discrimination des autres mexicains qui essaient d'établir un salaire minimum garanti et d'améliorer les conditions de travail.

Les bidonvilles

Les canyons du comté de San Diego sont parsemés de bidonvilles. Les ouvriers agricoles et leur famille sont entassés dans des abris de cartons ou de bois,

sans eau potable ni électricité. Le manque d'hygiène est patent. Les immigrants boivent parfois l'eau d'irrigation qui n'est pas potable, certaines parcelles étant abondamment traitées aux pesticides. Les femmes se plaignent d'agressions sexuelles. La barrière linguistique constitue un handicap supplémentaire. Les Mixtecos ne parlent pas l'anglais et peu l'espagnol. Ils s'expriment dans leur langue précolombienne. Ils ne sont pas embauchés par les propriétaires, mais par des entreprises de main-d'œuvre — ou intermédiaires — d'une manière informelle. Ils ne savent souvent pas pour qui ils travaillent et ne connaissent pas les responsables en cas d'injustices. Ils sont payés en espèces, n'ont ni protection sociale ou médicale, ni congés payés.

Argimiro Morales a quitté Oaxaca en 1982 et a trouvé un emploi dans une ferme isolée du comté de San Diego. Il a vécu dans un abri en carton, travaillant dur de longues journées et économisant son salaire. En 1989, il avait économisé suffisamment pour faire venir sa femme et ses quatre enfants.

Aujourd'hui, Argimiro travaille pour un fabricant d'équipement sportif. Il est coordinateur du Front binational des Mixtecos-Zapotecos de la partie nord du comté de San Diego et éditeur de *La Pulla*, publication défendant les intérêts des Mixtecos. Il est porte-parole de ses compatriotes. Il expose leurs difficultés en connaissance de cause et parle de la culture des Mixtecos avec fierté : « *Nous devons préserver notre culture, nous ne voulons pas nous fondre avec les autres cultures. Nous sommes uniques et désirons le rester.* » Il estime à 50 000 le nombre des Mixtecos qui ont quitté leur pays natal à la recherche d'un emploi.

Son parcours est celui du succès, mais il existe d'innombrables immigrants qui vivent dans la plus extrême pauvreté. Il m'a conduit dans les canyons du comté de San Diego, près de la ville de Vista. Nous avons dû marcher sur des planches de bois pour traverser un ruisseau et escalader dans la poussière une colline très escarpée, munie de pierres plates en guise de marches. Les femmes lavaient le linge dans le ruisseau. Tout devait être monté à dos d'homme au sommet de l'escarpement, le linge mouillé, les bouteilles d'eau, les seaux d'eau pour la toilette, le bois de chauffage et la nourriture.

Les abris sont construits avec des matériaux de récupération, chutes de contreplaqué, carton,

morceaux de métal et divers tissus. Les cuisines sont en plein air et les femmes font cuire les aliments sur des feux de bois. Les hommes vivent séparément dans un groupe d'abris, à environ 20 mètres de leur famille, car parfois ils boivent et deviennent violents.

Seule une partie des enfants va à l'école, et de façon irrégulière. Pour cela, ils doivent marcher 3 km jusqu'à la grande route où ils peuvent trouver un moyen de transport. Ils ne rapportent ni cahiers ni livres à la maison pour étudier. Ils ne s'intègrent pas à notre société : ils ne pratiquent pas de sports, n'assistent pas aux cours de musique, ne participent pas aux sorties avec les scouts. Ils vivent entre eux, dans l'isolement. Leur aire de jeux est une colline poussiéreuse, exposée au soleil et peu ombragée.

Maria Louisa Vasca, âgée de 55 ans, a quitté Oaxaca voici trois ans, avec son mari et sa plus jeune fille, Mélanie. Ils ont passé la frontière du comté de San Diego. Ils espéraient gagner suffisamment d'argent pour en envoyer à leurs quatre enfants et à la grand-mère restés à Oaxaca. Mais le mari ne travaille pas tous les jours et ils n'ont envoyé que très peu d'argent chez eux. *« Il n'a gagné que cinq dollars aujourd'hui, me déclare Maria Louisa, c'est un emploi agricole pénible où l'on doit rester penché sur les plants de tomates, de salades et de cilantros. »* Elle s'approche de son mari pour lui masser le haut du dos. *« Nous voyons beaucoup de personnes qui ont une maison et une voiture, mais nous, nous n'avons que ça, continue-t-elle en montrant sa pauvre cuisine avec son sol de terre battue. « La vie est dure ici dans el norte. Nous transportons l'eau, le bois et tout le reste à dos d'homme sur cette colline. A Oaxaca, nous avons un âne. »*

Mélanie, âgée de 5 ans, n'est pas allée à l'école depuis plusieurs jours parce qu'elle n'a plus de chaussures. Pas de chaussures, pas d'école, c'est le règlement de l'école.

Nous avons parlé des difficultés des travailleurs agricoles. Et nous avons évoqué la venue du Seigneur Maitreya. Maria Louisa nous demanda à plusieurs reprises : *« Cuando ? (Quand ?). »*

L'aide aux immigrants

La California Rural Legal Assistance est une entreprise d'assistance juridique à but non lucratif, qui procure gratuitement des services légaux et se porte partie civile pour les Californiens pauvres des milieux ruraux. Son directeur, Jose Padilla, déclare que la pauvreté est le produit d'un compromis politique et économique dont certains individus tirent profit alors que des millions d'autres sont privés des

besoins essentiels.

Renée Saucedo, avocate travaillant pour la *Raza Centro Legal* offre une assistance juridique gratuite aux populations hispanisantes de la Californie centrale. Elle déclare qu'aux Etats-Unis, l'agriculture n'est pas le seul domaine d'activité où les travailleurs immigrés sont exploités. Les travailleurs dans la restauration, le gardiennage et les travaux domestiques souffrent également d'injustices. Les employeurs ont besoin d'employées de maison pour s'occuper des enfants et des personnes âgées et les paient en dessous du salaire minimum légal. Elles travaillent parfois jusqu'à 18 heures par jour, n'ont le droit de manger que les restes et n'ont aucun jour de repos.

Une cliente de Renée, une femme du Salvador de 40 ans, a été embauchée comme employée de maison pour s'occuper de deux enfants. Son employeur a exigé pendant des années qu'elle dorme à même le sol entre les lits des deux enfants. Ayant eu des problèmes oculaires, il lui fut interdit d'aller voir le médecin pendant ses heures de travail. Renée a gagné ce procès pour sa cliente et négocie un compromis avec l'employeur.

Renée Saucedo a eu l'occasion d'engager un procès pour le compte de deux employés agricoles immigrés qui avaient travaillé 14 heures par jour, sept jours par semaine, pendant environ deux ans, pour un salaire journalier moyen de six dollars. Ils habitaient avec leurs femmes, tous les quatre dans une petite caravane dans le ranch. Les employeurs ont prétendu qu'ils n'avaient pas d'argent et qu'ils payaient leurs employés en nourriture. Renée gagna le procès, les dommages et intérêts furent fixés à 17 000 dollars pour l'un des hommes et à 14 000 pour l'autre. Mais les employeurs quittèrent l'Etat et les immigrés attendent toujours leur dû. *« Quand les gens ont le courage de se présenter et de porter plainte, c'est bien, déclare Renée Saucedo. Certains ont peur. Les employeurs leur disent qu'ils seront expulsés s'ils font enregistrer une plainte chez un avocat. Il est important que les immigrés sachent qu'ils ont des droits, que ceux-ci soient étayés par des preuves écrites ou non. »*

Nous pourrions citer le dernier passage du Dr Oscar Arias, ancien président du Costa Rica et prix Nobel de la paix : *« Si nous ne trouvons pas de solution aux problèmes des pays du Sud, l'effet boomerang sur les nations industrialisées engendrera davantage d'immigration clandestine, de terrorisme, de drogue, de conflits. Nous pouvons voter de nouvelles lois sur l'immigration, renforcer la protection des frontières, construire des murs afin d'empêcher les pauvres*

d'entrer dans le pays. Mais n'oublions jamais que la pauvreté n'a pas besoin de passeport pour voyager. Tant que la pauvreté s'accroît dans les pays en voie de développement, elle sera une menace permanente pour les nations industrialisées. »

Auteur : Jan Spence, Jan Spence travaille comme bénévole à la Coalition des sans-abri de San Francisco. Il est membre d'un conseil consultatif sur les sans-abri à la mairie de San Francisco.

Thématiques : [Société, peuples et traditions](#)

Rubrique : [Divers](#) ()